

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

Majorité municipale – élus du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen.ne.s

> 15 élus : Jacqueline Belhomme, Sonia Figuères, Saliou Ba, Vanessa Ghiati, Dominique Cardot, Jean-Michel Poullé, Michel Aouad, Aurélien Denaes, Fatiha Alaudat, Fatou Sylla, Jocelyne Boyaval, Farid Hemidi, Catherine Morice, Thomas François, Tracy Kitenge



Sonia Figuères
Adjointe à la maire chargée de la Démocratie locale, de la Vie associative, des Affaires générales et de l'Habitat
sfigueres@ville-malakoff.fr

Majorité municipale – élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV et Génération-s

> 7 élus : Rodéric Aarsse, Bénédicte Ibos, Dominique Trichet-Allaire, Michaël Goldberg, Grégory Gutierrez, Julie Muret, Nicolas Garcia



Nicolas Garcia
Conseiller municipal délégué à la Ville étudiante
ngarcia@ville-malakoff.fr

Majorité municipale – élus Socialistes et apparenté.e.s

> 7 élus : Corinne Parmentier, Antonio Oliveira, Annick Le Guillou, Loïc Courteille, Pascal Brice, Carole Sourigues, Virginie Aprikian



Virginie Aprikian
Conseillère municipale déléguée à la Lecture publique
vaprikian@ville-malakoff.fr
01 47 46 75 00

Logement, une exigence de dignité

La situation du logement en Île-de-France reste inacceptable : trop rare, trop cher, il est un facteur d'exclusion et de relégation sociale. Alors même que, au sortir de la pandémie, le secteur du BTP s'apprête encore à perdre des emplois, jamais le déficit de logement n'a été si aigu dans notre région. Cette situation n'est pas une fatalité. Elle résulte de choix politiques, assumés par un gouvernement qui n'a prévu aucune aide à la construction dans son plan de relance et de trop nombreuses communes, notamment dans les Hauts-de-Seine, qui ne respectent pas la loi SRU et se refusent à construire du logement social.

À Malakoff, nous construisons notre projet de ville sur la mixité. Nous pensons que la ville doit être ouverte à toutes et tous, et qu'elle donne à chacun et chacune les moyens de vivre, de s'épanouir, de s'émanciper. C'est la raison pour laquelle nous maintenons au-dessus de 40 % la part de logement social, nous avons mis en place une Charte de la promotion immobilière, qui modère le prix du mètre carré dans le neuf, nous facilitons les parcours résidentiels en proposant de l'accession sociale à la propriété. Nous faisons pression sur Vallée Sud-Grand Paris pour obtenir l'encadrement des loyers, après le permis de louer ; nous encourageons les solutions innovantes, à l'exemple des projets d'habitat coopératif et participatif, et la mise en pratique du bail réel solidaire qui permet de se libérer du prix du foncier. Lutter contre la spéculation immobilière est un combat permanent : c'est peu dire que nous nous retrouvons parfois bien seuls face au désengagement de l'État et à la volonté farouche de certaines collectivités de préserver leur entre-soi. Nous exigeons la réquisition des logements vides et la taxation des logements sous-occupés, le vote d'un plan métropolitain pour répartir durablement les logements accessibles à toutes et tous, et le relèvement des plafonds d'accès au logement social pour garantir la diversité de ses publics.

L'épée de Damoclès

Le 19 avril 2019, un arrêté ministériel a officialisé l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant.e.s extracommunautaires. Depuis la rentrée 2019, les établissements supérieurs publics peuvent contraindre leurs étudiant.e.s étranger.e.s à déboursier jusqu'à 2770 euros. Cette mesure a été approuvée le 1^{er} juillet 2020 par le Conseil d'État jugeant ces sommes « modiques ».

Pourtant, ces droits d'entrée pèsent au-dessus des têtes des étudiant.e.s étranger.e.s qui doivent pour certains renoncer à leurs études. Jusqu'à présent, la majorité des universités a fait en sorte de ne pas appliquer cette mesure. En effet, la loi prévoit que les établissements puissent exempter au maximum 10 % de leurs inscri.te.s. Cependant, cette limite ne peut plus être respectée par de plus en plus d'universités.

Dans leur ensemble, les étudiant.e.s ont été touché.e.s par la crise du Covid 19. D'après l'Unef, ils ont subi une hausse du coût de la vie de 2,5 % en un an – là où l'inflation s'est limitée à 1,2 % en juillet pour l'ensemble des Français.e.s.

Cette mesure doit nous interroger sur la société que nous voulons ? Voulons-nous sacrifier notre jeunesse ? Une société repliée sur elle-même ou qui voit l'étranger comme une chance ?

À Malakoff, fort.e.s de nos valeurs de gauche, de solidarité et d'humanisme, nous avons réalisé en mai 2021 une opération de collecte et de distribution de protections périodiques et de produits d'hygiène. Nous soutenons l'association Co'p1 - Solidarités Étudiantes qui distribue des produits alimentaires et d'hygiène aux étudiant.e.s. Enfin, depuis 2002 nous sommes investi.e.s auprès des élèves des écoles de Ngogom au Sénégal. Ces valeurs d'émancipation et d'ouverture doivent finir par irriguer notre société, car comme disait Nelson Mandela, « l'éducation est l'arme la plus puissante que vous puissiez utiliser pour changer le monde ».

Essentielle transmission culturelle

Repli sur soi, communautarisme, fracture sociale, notre ville n'est pas épargnée par ces maux. Si la famille et l'école restent des lieux d'éducation et de transmission, nos institutions sociales et culturelles ont également un rôle à jouer. Médiathèque, Maisons de quartier, Théâtre 71, cinéma, Centre d'art contemporain, conservatoire, autant de lieux qui, plus que de proposer des animations, travaillent ensemble pour construire une politique culturelle basée sur la transmission et les rencontres en incluant tous les publics, loin des barrières sociales, ethniques et générationnelles.

Le projet « Transmettre un patrimoine » en est l'illustration. Sur plus d'une année, rencontres, lectures, ateliers avec des adolescents, exposition, promenade urbaine sont programmés dans ces différents lieux. Au départ, il y a la proposition d'une femme de théâtre Jeanne Champagne, Malakoffiote, qui a recueilli tout au long de sa vie de femme et d'artiste une « matière à penser et à agir ». La question de l'émancipation des femmes est au cœur de son travail et plus particulièrement depuis sa rencontre avec l'autrice Annie Ernaux, puis avec l'historienne Michelle Perrot. La jeune génération sera représentée tout au long des rencontres avec, notamment, la jeune romancière Dalie Farah et la chercheuse en sociologie Lorraine Gehl.

Cette mémoire est « une pensée en mouvement » que Malakoff a voulu faire sienne dans une volonté de transmission et de partage qui interroge la place des femmes dans notre société.

C'est la première pierre d'une mise en commun du travail de chacun visant à valoriser le passé, penser le présent et ouvrir vers l'avenir.

LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

**Majorité municipale – élus
France insoumise et citoyen.ne.s**

> 4 élus : Anthony Toueilles, Nadia Hammache, Héla Bel Hadj Youssef, Martin Vernant

**Opposition municipale – élus
Demain Malakoff. Collectif Citoyen –
Écologie, Gauche, Centre**

> 5 élus : Olivier Rajzman, Emmanuelle Jannès, Roger Pronesti, Charlotte Rault, Gilles Bresset

**Opposition municipale – élu
Malakoff Citoyen**

> 1 élu : Stéphane Tauthui



Héla Bel Hadj Youssef
Conseillère municipale
déléguee à l'Éducation
populaire
hbelhadjyoussef@ville-
malakoff.fr



Roger Pronesti
Conseiller municipal
roger.pronesti@demain-
malakoff.fr
demain-malakoff.fr



**Ange Stéphane
Tauthui**
Conseiller municipal
06 22 71 07 24
stauthui@ville-malakoff.fr

Vivre, c'est lutter

Au 1^{er} janvier, les collectivités territoriales devront appliquer la loi de transformation de la fonction publique imposée par Macron et ses robots marcheurs. Cette loi vise à remplacer les dispositifs statutaires par le recours massif aux contractuels sous des formes de plus en plus précaires, ajoutons-y une multiplication de dispositifs pour organiser des mobilités contraintes, l'augmentation du temps de travail des agents sans augmentation de salaire, la fusion des CT et des CHSCT, ainsi que quatre articles qui passeront par ordonnances.

Inefficace, injuste et anti-démocratique sont les mots pour définir cette loi. Nous y voilà, bienvenue dans la start-up nation : le remplacement des fonctionnaires par des contractuels a un objectif principal, faire des économies, toujours des économies. La crise du Covid n'aura pas servi de leçon aux supporters du néolibéralisme. Nous avons besoin de l'État et donc de ses agents, que nous remercions encore d'avoir tenu bon, au prix de leur santé pour certains. Les agents du service public sont indispensables et la sauvegarde du statut tout autant. Se dévouer au nom de l'intérêt général, avec la réactivité, l'intelligence et le courage dont ils ont fait preuve, devrait faire réfléchir le monarque présidentiel. Malheureusement, ce n'est pas le cas, quand tout sera privé nous serons privés de tout ! Macron préfère en rajouter avec la réforme des retraites, de l'assurance-chômage et le pass licenciement, inégalitaire et liberticide appelé pass sanitaire. Notre groupe soutiendra les mobilisations contre ces quatre lois ou réformes. Concernant les mobilisations sur le pass sanitaire, nous appelons tous ceux qui s'opposent à la loi sanitaire à ne pas se mélanger avec l'extrême droite. Combattre une loi nauséabonde ne veut pas dire qu'il faut donner du crédit à des gens qui feront la même chose ou pire une fois au pouvoir. Créons ensemble l'union populaire pour un modèle en rupture avec les Sarkozy, Hollande ou Macron, et retrouvons notre devise « liberté, égalité, fraternité » abandonnée depuis trop d'années.

**Du rififi à la Porte
de Vanves !**

Depuis près d'un an, nous sommes interpellés par de nombreux Malakoffiots riverains du marché aux puces de la Porte de Vanves. L'installation de plus en plus massive de vendeurs à la sauvette en marge du marché aux puces devient insupportable pour beaucoup d'habitants, excédés par les nuisances occasionnées. Occupation illégale de l'espace public (trottoirs, voirie, places, boulo-drome), intrusion dans les résidences et les parkings, dépôts sauvages d'encombrants, de déchets et d'immondices, stationnement gênant : ce sont autant de nuisances qui empoisonnent, chaque week-end, le quotidien des riverains et posent de réels problèmes d'hygiène et d'insalubrité.

Madame la Maire et sa majorité municipale nous assuraient être mobilisées sur ce sujet depuis 2018. Sans réels résultats, hélas, puisque la situation n'a fait que se dégrader ces derniers mois. Il aura fallu l'intervention, en août dernier, de notre députée Laurianne Rossi auprès du préfet de Police de Paris pour qu'un dispositif de police renforcé soit enfin déployé, chaque samedi et dimanche depuis le 28 août, assorti d'une saisie systématique des marchandises. Un dispositif qui se révèle particulièrement efficace : depuis quelques semaines, les riverains retrouvent peu à peu la tranquillité et la propreté. Vos élus Demain Malakoff demeurent mobilisés et tiennent à saluer l'action de la Police nationale et municipale ainsi que du service Voirie. Il s'agit désormais de maintenir cette action sur la durée, comme cela a été demandé par madame la Députée, la Ville de Malakoff et le 14^e arrondissement lors de la réunion avec le cabinet du préfet de Police et les commissariats concernés, le 15 septembre dernier. Cela interroge de nouveau la capacité de la municipalité à garantir à tous ses habitants ce droit à la tranquillité dont nous faisons une priorité. Cela passe par la création d'une vraie Police municipale que la majorité se refuse à mettre en place. Nous restons à votre écoute et mobilisés !

**Démocratie
participative :
illusion ou réalité ?**

Lors des municipales presque toutes les listes ont parlé de démocratie participative. Aujourd'hui a-t-on la chance de partager cette vision démocratique ?

Pour chaque projet, la majorité municipale, quel que soit sa taille et son impact, propose un déroulement identique : faire un petit comité de partisans politiques, sans bruit, afin de n'avoir que quelques personnes bienveillantes pour y participer, ou il vaut d'ailleurs mieux aller dans le sens du militantisme politique que dans le besoin réel de la population. Pour quelques rares projets, la discussion viendra en conseil municipal et non en commission. Aussi, parfois, je me pose la question de savoir si cela vaut le coup d'y aller, car je ne dois que poser des questions et non débattre ou faire des propositions. On nous dira : « nous avons écouté tout le monde ». Mais ce même monde affirme ne pas avoir été écouté. Ah oui ! La consultation est déjà faite, puisque la population les a élus sur un programme figé. Alors, il faut réaliser son projet quoi qu'il en coûte et quelles que soient les propositions alternatives que pourraient faire l'opposition ou des comités d'habitants. La communication dira que la majorité travaille bien. Pendant ce temps, les riverains, organisés en associations, impriment des tracts et pensent pétitions, déversant mécontentement sur les réseaux sociaux face à la surdité de la Mairie. Dans l'intérêt de tous, le bon sens serait de travailler avec la population, d'utiliser ses connaissances et compétences. La concertation doit porter sur les objectifs et sur le bon sens de l'utilité au quotidien pour les habitants, et non sur des détails techniques de coûts. Les projets doivent s'inscrire dans une politique d'ensemble énoncée clairement. Au Malakoff Citoyen, vous êtes libre de faire des propositions, d'être un acteur. N'hésitez pas à nous rejoindre.